

La conférence NetMundial cherche un modèle de gouvernance de l'Internet

São Paulo accueille les 23 et 24 avril [NetMundial](#), première conférence sur la **gouvernance mondiale d'Internet** à ne pas être organisée par l'ONU, mais par le Comité directeur sur l'Internet brésilien (CGI.br) et la plateforme collaborative [/1Net](#). Le soutien affiché des États-Unis à cette manifestation n'est pas anodin. Washington milite pour un **pilotage multipartite** et veut obtenir l'adhésion du Brésil et d'autres pays exaspérés par le scandale des [écoutes massives pratiquées par la NSA](#).

Une « troisième voie »

Les **États-Unis**, qui pilotent la gestion technique du réseau mondial, seraient prêts à accepter certaines des revendications de leurs partenaires, de **l'Union européenne au Brésil**. En plus d'accepter la [mutation internationale](#) de **l'Icann** (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), les États-Unis transmettraient « *leur rôle d'intendant d'Internet au monde* » à la condition qu'un ensemble d'acteurs prennent le relais. Cette « *troisième voie* » promue par **Fadi Chehadé**, président de l'Icann, s'oppose à l'extension des prérogatives des Nations Unies au réseau mondial, comme aux velléités de fragmentation d'Internet par des gouvernements, dont ceux de la **Chine** et de la **Russie**. Quant au Brésil, il légifère et veut servir de référence.

Le cadre civil brésilien

Brasilia, qui [vient d'adopter un « cadre civil »](#) garantissant la libre expression et la protection de la confidentialité des données sur Internet, invite d'autres pays à légiférer et se présente comme un exemple en matière de neutralité et de gouvernance du Net. « *Nous avons besoin d'un changement de gouvernance d'Internet maintenant* », a déclaré à la presse **Diogo de Sant'Ana**, secrétaire général de la présidence du Brésil.

De son côté, Washington joue la carte diplomatique, après le scandale de la surveillance à grande échelle. Le département d'Etat américain s'est ainsi déclaré « *enthousiaste* » à l'idée de « *développer une vision partagée pour un modèle multi-acteurs de gouvernance d'Internet, pour un système plus ouvert, participatif et réactif* ». La **France** y est également favorable.

L'enjeu de ce NetMundial

Les négociations engagées doivent servir de base aux nouveaux **principes** de gouvernance d'Internet et à la **feuille de route** pour son évolution future. Mais il ne sera pas simple d'atteindre un **consensus sur un modèle global de gouvernance** tant les intérêts de multiples acteurs – utilisateurs, gouvernements, acteurs du numérique, Google en tête – peuvent diverger. « *Des principes généraux vont être définis* », a commenté **Rodrigo de La Parra**, vice-président de l'Icann pour l'Amérique latine. « *On ne va pas résoudre tous les problèmes, mais on va donner une direction au futur* ».

d'Internet ».

Les contributions sont multiples. Les organisateurs de NetMundial ont indiqué avoir reçu **188 propositions** de contenu émanant des représentants de la société civile (31%), du secteur privé (23%), d'institutions gouvernementales (15%), de l'université (11%), de la communauté technique mondiale (8%) et d'autres acteurs (12%) venant de **46 pays différents**.

Ces propositions témoignent à la fois de visions qui s'opposent et d'inquiétudes concernant des thématiques sensibles, parmi lesquelles : Le **multipartisme**, les **droits de l'Homme**, le **rôle des États** et l'**inclusion** des utilisateurs.

Lire aussi

[L'Icann et ses alliés étudient une gouvernance d'Internet mondialisée](#)

[Gouvernance : L'Europe ne veut plus d'un Internet piloté par les États-Unis](#)